



UNITED STATES COMMISSION ON INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM

U.S. COMMISSION ON INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM (COMMISSION AMÉRICAINNE SUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE OU « USCIRF »)

QU'EST-CE QUE L'USCIRF ?

La Commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde (USCIRF) est une commission indépendante bipartite du gouvernement américain émanant de la Loi sur la liberté religieuse internationale de 1998 (IRFA). La large coalition préconisant la promulgation de l'IRFA avait pour objectif de replacer le droit fondamental à la liberté de religion au cœur de la politique étrangère des États-Unis. En vertu de la loi, l'USCIRF observe les libertés de religion et de croyance dans le monde – à l'extérieur des États-Unis – selon les normes internationales et fait des recommandations stratégiques au Président, au secrétaire d'État et au Congrès. Les membres de la commission USCIRF sont désignés par le Président et les dirigeants parlementaires des deux partis politiques. Un personnel professionnel non partisan participe aux travaux de l'USCIRF. Bien que l'USCIRF ne soit pas affilié au Département d'État, l'ambassadeur itinérant du Département chargé des questions de liberté de religion dans le monde est membre d'office de la Commission, sans droit de vote.

LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE : DE QUOI S'AGIT-IL ?

La liberté de religion est un important droit de l'Homme reconnu par le droit et les traités internationaux. L'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme l'affirme : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. » La liberté de religion ou de croyance est un droit au sens large qui inclut la liberté de pensée et de conscience et qui est intimement lié aux libertés d'expression, d'association et de réunion. La promotion de cette liberté est un élément essentiel de la politique étrangère des États-Unis.

QUE FAIT L'USCIRF ?

- **Élabore un rapport annuel** avant le 1^{er} mai, chaque année. Ce rapport évalue la mise en œuvre de la loi IRFA par le gouvernement américain, recommande au secrétaire d'État de désigner certains pays comme « pays particulièrement préoccupant » en raison de leur implication ou tolérance de « violations systématiques, continues et flagrantes de la liberté de religion », documente les conditions internes dans environ 30 pays, fait un compte-rendu des grandes tendances et formule des recommandations stratégiques à l'intention du gouvernement américain. Contrairement au rapport distinct du Département d'État sur les libertés de religion dans le monde, le rapport annuel de l'USCIRF contient des recommandations stratégiques précises.

- **Promeut l'engagement du Congrès** en collaborant avec les bureaux parlementaires, en donnant des avis sur de nouveaux textes législatifs, en témoignant lors d'audiences et en organisant des séances d'information sur les questions de liberté de religion. L'USCIRF a, par exemple, mobilisé le Congrès sur ces thèmes : la protection de la liberté de religion dans le monde ; le danger des lois anti-blasphème ; les génocides ; les réfugiés ; les violations de la liberté de religion en Chine, en Égypte, en Iran, en Syrie, au Vietnam et dans d'autres pays ; les dérives antisémites et islamophobes en Europe ; et la souffrance des prisonniers de conscience dans le monde.
- **Promeut l'engagement du pouvoir exécutif** : L'USCIRF se réunit régulièrement avec des membres de l'exécutif, y compris des Départements d'État et de la Sécurité intérieure, pour partager des informations, mettre en avant des situations inquiétantes et discuter des recommandations stratégiques de l'USCIRF à l'intention du gouvernement américain.
- **Documente les conditions de la liberté de religion à l'étranger** en se réunissant avec des hauts fonctionnaires, des représentants d'organisations non gouvernementales, des chefs religieux, des victimes de la persécution et d'autres acteurs œuvrant pour la promotion de la liberté de religion. Les pays visités comprennent : Afghanistan, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Biélorussie, Birmanie, République centrafricaine, Chine, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Indonésie, Irak, Nigeria, Pakistan, Russie, Arabie saoudite, Sri Lanka, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan, Ouzbékistan et Vietnam.
- **Publie des rapports comprenant des recommandations, des communiqués de presse, des éditoriaux et articles de presse** sur des thèmes dont : l'utilisation des lois anti-blasphème dans le monde ; l'attaque sur la liberté de religion par Poutine en Russie ; les prisonniers de conscience religieux ; la liberté de religion dans le monde et les droits de la femme ; la violence sectaire ; les violations de la liberté de religion en Birmanie ; l'antisémitisme ; et le traitement des demandeurs d'asile par le gouvernement américain dans le cadre de la procédure accélérée d'expulsion.
- **Promeut un engagement multilatéral** lors de rencontres sur la liberté de religion et la tolérance religieuse, impliquant notamment les Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union Européenne et l'IPPFoRB (International Panel of Parliamentarians for Freedom of Religion or Belief).